



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Congé parental

Après six mois de négociations, les partenaires sociaux européens (CES, BUSINESSSEUROPE, CEEP, UEAPME) ont signé, le 18 juin 2009, un nouvel accord-cadre qui porte de trois à quatre mois la durée du congé parental. Il s'applique à chaque parent, mais l'un de ces quatre mois n'est pas transférable d'un parent à l'autre ; il s'applique à tous les travailleurs, indépendamment de la forme de leur contrat ; il offre la possibilité aux parents qui retournent au travail de demander l'adaptation de leurs conditions de travail ; il confère une protection accrue contre le licenciement et tout autre traitement défavorable en raison de l'exercice de ce droit. Cet accord fera l'objet d'une directive soumise avant l'été au Conseil où elle devra être approuvée à la majorité qualifiée.

La Confédération des organisations familiales de l'Union européenne (COFACE) a regretté, notamment, que les associations n'aient pas été associées aux négociations, que l'accord ne prévoit pas de compensation financière obligatoire et un droit à la sécurité sociale pendant la période du congé, que le droit s'arrête lorsque l'enfant a huit ans, que le Parlement ne soit pas saisi de ces dispositions, comme il l'avait été pour le congé de maternité.

### Transports

♦ **Conseil transports** : Le Conseil des ministres des transports du 11 juin 2009, s'est prononcé, notamment i/ sur le projet de règlement sur les corridors ferroviaires internationaux de fret : il a dégagé un accord politique qui réserve la possibilité que les besoins de capacités autres que le fret soient aussi pris en compte et qui ne retient pas le droit que des entreprises autres que ferroviaires puissent demander des sillons, sauf cas particulier dans certains Etats membres. Les neuf corridors prévus auront leur gouvernance propre ii/ sur les droits des passagers voyageant par bus et autocar : une majorité d'Etat membres a souhaité, au nom du principe de subsidiarité, qu'ils s'appliquent aux seuls services de transports réguliers à longue distance nationaux et internationaux (voir aussi bulletin 254) iii/ sur le Livre vert RTE-T présenté en février dernier : il invite la Commission européenne à lui présenter une proposition de révision du programme RTE-T mettant l'accent sur les tronçons transfrontières d'ici fin 2010 et à rendre compte tous les six mois du processus de réexamen iv/ sur le projet de règlement relatif aux structures de gestion des programmes européens de radionavigation (EGNOS, Galileo) : il a exprimé des "préoccupations" sur, notamment, les droits de vote de la Commission au sein du conseil d'administration et la participation du Parlement européen. Sur Galileo voir également ci-après.

♦ **Une communication intitulée "Un avenir durable pour les transports : vers un système intégré, convivial et fondé sur la technologie"**, a été adoptée le 17 juin 2009 (COM(2009) 279). par la Commission européenne. Le programme décennal du Livre blanc sur les transports de 2001 arrivant à son terme, il propose de lancer des pistes de réflexion pour les dix prochaines années compte tenu des nouveaux défis à prendre en compte (vieillesse de la population, migration et mobilité interne, défis environnementaux, raréfaction des combustibles fossiles, urbanisation, évolution du monde) .../...

### Parental leave

On 18 June 2009, after six months of negotiations, the European social partners (ETUC, BUSINESSSEUROPE, CEEP, UEAPME) signed a new agreement-framework raising the period of parental leave from three to four months. It applies to each parent but, one of the four months is not transferable from one parent to the other, it applies to all workers, regardless of the their job contract, it offers the possibility for parents returning to work to ask for the adjustment of their working conditions, it provides greater protection against dismissal and other adverse treatment that may result from the exercise of this right. This agreement will be included in a directive to be submitted to the Council before the end summer where it has to be approved by a qualified majority.

The Confederation of Family Organizations in the European Union (COFACE) regretted, in particular, that associations were not involved in the negotiations, that the agreement does not provide for mandatory financial compensation and the right to social security during the period of leave, that the right ceases when the child is eight years old and, that the Parliament was not consulted on these provisions, as was the case for maternity leave.

### Transport

♦ **The Transport Council**: The Council of Transport Ministers of 11 June 2009, made decisions, in particular, i/ on the draft Regulation on international rail freight corridors: it reached a political agreement which reserves the possibility that capacity needs other than the freight are also taken into account and which does not include the right enabling other companies which are not railway undertakings, to request railway paths, with the exception of certain case in certain Member States. The nine envisaged corridors will have their own governance ii/ on the rights of passengers travelling by bus and coach: a majority of Member States wished, in the name of the principle of subsidiarity, that such rights should only apply to national and international long distance regular transport services (see also bulletin 254) iii/ on the TEN-T Green Paper presented in February 2009: the council invites the Commission to submit a proposal for a review of the TEN-T programme with the emphasis on cross-border sections, by the end of 2010 and to report on the review process every six months iv/ on the draft regulation on the management structures of the European radionavigation (EGNOS, Galileo): it expressed "concerns" on, particularly, the Commission's voting rights on the Board of Directors and the participation of the European Parliament. On Galileo see also below.

♦ **A communication entitled "A sustainable future for transport: towards an integrated, technology-led and user-friendly system"**, was adopted on 17 June 2009 (COM (2009) 279). By the European Commission. As the ten-year program of the Transport White Paper of 2001 is approaching the end, the communication proposes to prepare ground for the next ten years in the light of the new challenges to be taken into account (aging population, migration and internal mobility, environmental challenges scarcity of fossil fuels, urbanization, the changing the world) .../...

et des objectifs pour un système de transport durable (de qualité, sûr et sécurisant, réseaux bien entretenus et entièrement intégrés, innovation technologique, capital humain, politique des prix, accessibilité). La communication donne un certain nombre de pistes qui portent sur la maintenance, le développement des infrastructures, l'utilisation de technologies modernes, la concurrence, l'éducation, la formation et l'implication, la gouvernance et la dimension extérieure de l'Europe. Pour ce qui concerne les moyens de financement qui seront considérables et difficiles à trouver, la communication retient la piste développée dans la communication COM (2008) 435 qui propose une stratégie graduelle d'internalisation des coûts externes pour tous les modes de transports, poids lourds et aviation inclus, et la piste de l'autofinancement, notamment pour les infrastructures et les solutions alternatives de transport.

La communication s'accompagne d'une **consultation publique**, ouverte jusqu'au 30 septembre 2009, portant sur la décennie 2010/2020.

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/liste.cfm?&type=1&annee=2009&numero=279&ElementsPerPage=20&tri=cote&CL=fr>

♦ **Galileo** : La Cour des comptes européenne a rendu, le 29 juin 2009, un rapport spécial concernant Galileo critiquant sévèrement une gestion inadaptée de la phase de développement et de validation, un partenariat public privé (PPP) "surréaliste", la trop grande faiblesse de l'entreprise commune Galileo et de la Commission en matière de gouvernance, des interventions des Etats membres orientées sur leurs entreprises nationales, un budget incomplet, le tout conduisant, notamment, à un retard supérieur à cinq ans et à un coût doublé pour la phase de développement. Le rapport comprend une série de recommandations précises à l'intention de la Commission. La Cour estime que bon nombre des enseignements tirés de l'entreprise commune Galileo présente un intérêt tant pour la poursuite du programme et, le cas échéant, pour d'autres entreprises communes et programmes industriels.

♦ **Vers un système européen de sécurité du transport ferroviaire ?** : Suite à l'explosion d'un wagon citerne transportant du GPL qui a fait plus de quinze morts et nombre de blessés en Italie, dans la nuit du 29 au 30 juin, le commissaire en charge des transports a annoncé la tenue d'une conférence sur la sécurité ferroviaire, en septembre, pour faire le point de manière concrète sur les problèmes de responsabilités et les solutions envisageables. Il estime qu'il est temps de passer des systèmes de contrôle nationaux à un système européen et, à cet effet, estime que l'agence ferroviaire européenne devrait disposer des mêmes compétences que l'agence européenne pour la sécurité aérienne ou l'agence européenne pour la sécurité maritime.

<http://eca.europa.eu/portal/pls/portal/docs/1/2690296.PDF>

---

## SIG – cohésion territoriale – développement durable

♦ Le Sixième rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale (COM (2009) 295) a été publié par la Commission européenne le 25 juin 2009 ; il ne reflète pas les effets de la crise puisqu'il résulte de données s'arrêtant en 2007. A lire pour le lien qu'il fait entre la cohésion économique et sociale et les SIG.

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/official/reports/interim6/com\\_2009\\_295\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/interim6/com_2009_295_fr.pdf)

♦ Le "paquet climat – énergie" a été publié au Journal officiel UE L 140 du 5 juin 2009.

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2009:140:SOM:FR:HTML>

♦ Le CELSIG vient de lancer un processus de réflexion sur la problématique SIG et développement durable.

and goals for a sustainable transport system (of quality, safe and secure, well maintained networks and fully integrated, technological innovation, human capital, price policy, accessibility). The Communication provides a number of ideas that cover maintenance, infrastructure development, the use of modern technology, competition, education, training and involvement, governance and the external dimension of Europe. Regarding funding means which will be considerable and difficult to find, the communication retains the idea developed in COM (2008) 435, which proposes a strategy of gradual internalization of external costs for all modes of transportation, including trucks and aviation and the idea of self-funding, particularly with regard to infrastructures and alternative transportation solutions.

The communication is accompanied by a **public consultation** open until 30 September 2009, covering the 2010/2020 decade.

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/liste.cfm?&type=1&annee=2009&numero=279&ElementsPerPage=20&tri=cote&CL=en>

♦ **Galileo**: The European Court of Auditors submitted, on 29 June 2009, a special report on Galileo severely criticizing the inadequate management of the development phase and validation, a "surrealistic" public private partnership (PPP), a very significant weakness of the joint undertaking Galileo and of the Commission as regards governance, Member States interventions focused on their national undertakings, an insufficient budget, all of which leading to, in particular, a delay of more than five years and a doubled cost in the development phase. The report includes a series of specific recommendations to the Commission. The Court considers that many of the lessons learned from the joint undertaking Galileo are of some interest both to the continuation of the program and, as the case may be, to other joint ventures and industrial programs.

♦ **Towards a European system for rail transport security?** : Following the explosion of a rail gas tanker carrying LPG, which left more than fifteen people dead and many wounded, in Italy during the night of 29 to 30 June, the Commissioner for Transport has announced the holding of a conference on railway safety in September to concretely take stock of the problem of responsibilities and look into possible solutions. He believes it is time to move from national control systems to a European system and, to that end, he considers that the European Railway Agency should have the same powers as the European Aviation Safety Agency or the European Maritime Safety.

<http://eca.europa.eu/portal/pls/portal/docs/1/2760294.PDF>

---

## SIG - Territorial cohesion - sustainable development

♦ The Sixth progress report on the Economic and Social Cohesion (COM (2009) 295) was published by the European Commission on 25 June 2009; it does not reflect the effects of the crisis because it drawn from data collected up to 2007. A recommended reading for the link it makes between the economic and social cohesion and SGI.

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/official/reports/interim6/com\\_2009\\_295\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/interim6/com_2009_295_en.pdf)

♦ The "climate-energy package" was published in the EU official Journal L 140 of 5 June 2009.

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2009:140:SOM:EN:HTML>

♦ CELSIG has just launched a reflection process on the problems of SGI and sustainable development.

## Energie

Le Conseil énergie du 25 juin 2009 a formellement adopté le troisième paquet législatif sur la libéralisation du marché intérieur de l'énergie, qui entérine tous les amendements adoptés par le Parlement européen en mars dernier (voir bulletins 251, 239/240, 224). Ce paquet, qui porte sur la production, le transport, la distribution de l'électricité et du gaz (y compris le stockage pour ce dernier), sur les échanges transfrontaliers d'électricité, sur les conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz, sur l'institution de l'agence de coopération des régulateurs d'énergie, entrera en vigueur dix huit mois après sa publication au JO de l'UE.

## Service public de radio diffusion

La communication sur les aides d'Etat visant à financer les radiodiffuseurs de services publics par l'Etat a été adoptée par la Commission européenne le 2 juillet 2009. Voir bulletin 255 et la contribution du CELSIG lors de la consultation publique sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

## Fonctionnement du marché unique

Dans une recommandation, du 29 juin 2009, intitulée "Les mesures visant à améliorer le fonctionnement du marché unique", la Commission européenne propose un certain nombre de lignes directrices, non contraignantes, pour, notamment, améliorer la coordination et la coopération entre Etats membres sur les questions du marché unique, faciliter la transposition des règles et en améliorer l'application, améliorer la surveillance des marchés, évaluer régulièrement la législation nationale, informer les particuliers et les entreprises.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/strategy/docs/recommendation/recommendation\\_measures\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/strategy/docs/recommendation/recommendation_measures_fr.pdf)

## Consultations publiques

♦ **Gouvernance à multi-niveaux** : Le Comité des régions (CdR) a adopté, le 17 juin 2009, un "Livre blanc sur la gouvernance à multinationaux" destiné à contribuer aux réflexions en cours sur l'avenir de l'Europe. Ce Livre blanc, le premier de l'histoire du CdR, sert au lancement d'une consultation publique sur l'association des collectivités locales à la formulation et à la mise en oeuvre des politiques communautaires. Consultation ouverte jusqu'au 30 novembre 2009.

<http://www.cor.europa.eu/pages/PressTemplate.aspx?view=detail&id=31bc9478-1acb-4870-999d-cc867f1925f6>

♦ **Consommateurs et encadrement des marchés du crédit** : Consultation de la Commission sur l'opportunité d'encadrer les marchés de prêts et d'emprunts. Consultation ouverte jusqu'au 31 août 2009 (documents en anglais uniquement).

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/consultations/2009/responsible\\_lending\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/responsible_lending_en.htm)

♦ **Internet très haut débit** : Consultation publique sur un cadre réglementaire européen des réseaux d'accès de nouvelle génération qui garantisse la sécurité juridique à tous les acteurs pour le moment où il faudra injecter d'énormes sommes d'argent public et privé et garantir la concurrence. Ouverte jusqu'au 24 juillet 2009

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/909&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

♦ **Les transports à l'horizon 2010/2020** : consultation ouverte jusqu'au 30 septembre 2009 (voir supra transports)

♦ **Vers une politique moderne de la normalisation de l'UE en matière de TIC** : Sans une action décisive, l'UE ne parviendra pas à maîtriser la société de l'information, ne réalisera pas un certain nombre d'objectifs importants de politiques européennes qui requièrent de l'interopérabilité (santé, sécurité, commerce électronique, administration en ligne, transports, etc.) et ne jouera pas de rôle moteur international dans le domaine de la protection .../...

## Energy

The Energy Council of 25 June 2009 formally adopted the third legislative package on the liberalisation of the internal market for energy, which ratifies all amendments adopted by the European Parliament last March (see bulletins 251, 239/240, 224). This package, which covers the generation, transmission and distribution of electricity and gas (including the storage for the latter), on cross-border electricity trade, on conditions of access to transmission networks for gas, on the establishment of the Agency for the Cooperation of Energy Regulators will come into force eighteen months after its publication in the OJ of the EU.

## Public service broadcasting

The Communication on State Aid aimed to finance public service broadcasters by the State was adopted by the European Commission on 2 July 2009. See bulletin 255 and the contribution made by CELSIG in the public consultation at [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

## Functioning of the single market

In a recommendation of 29 June 2009, entitled "Measures to improve the functioning of the single market", European Commission proposes a number of non-binding guidelines for, in particular, improve coordination and cooperation between Member States on issues concerning the single market, facilitate the transposition rules and improve their implementation, improve market supervision, regular assessment of national legislation and inform individuals and businesses.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/strategy/docs/recommendation/recommendation\\_measures\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/strategy/docs/recommendation/recommendation_measures_en.pdf)

## Public consultations

Multilevel governance: The Committee of the Regions (CoR), on 17 June 2009, adopted a "White Paper on multilevel governance" aimed to contribute to the current reflections on the future of Europe. This White Paper, the first in the history of the CoR, is being used to launch a public consultation on the involvement of local communities in the formulation and implementation of Community policies. The consultation is open until 30 November 2009.

<http://www.cor.europa.eu/pages/PressTemplate.aspx?view=detail&id=31bc9478-1acb-4870-999d-cc867f1925f6>

Consumers and supervision of credit markets: The Commission's public consultation on the wisdom to regulate the markets for lending and borrowing. The consultation is open until 31 August 2009 (documents in English only).

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/consultations/2009/responsible\\_lending\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/responsible_lending_en.htm)

♦ **Very high speed broadband Internet**: Public Consultation on a European regulatory framework for new generation access networks that guarantee legal certainty to all stakeholders at the moment when it necessary to inject huge sums of public and private money and ensure competition. The consultation is open until 24 July 2009

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/909&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

♦ **Transport for the horizon 2010/2020**: Consultation open until 30 September 2009 (see supra transports)

♦ **Towards a modern EU ICT standardisation policy**: In the absence of a decisive action, the EU will not succeed in mastering the information society, it will not be able to achieve a certain number of important objectives of European policies which necessitate interoperability (health, security, electronic commerce, on-line administration, transportation, etc.) and will not be able to play the leading role, internationally, in the field of the protection .../...

des données à caractère personnel. Consultation ouverte, sur la base d'un Livre blanc, jusqu'au 15 septembre 2009.

[http://ec.europa.eu/enterprise/ict/policy/standards/ict\\_index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/ict/policy/standards/ict_index_en.htm)

## Cour de justice

♦ **Coopération entre collectivités locales** : Dans un arrêt C-480/06 du 9 juin 2009, la Cour dit qu'un contrat entre collectivités locales ne nécessite pas le recours à la procédure d'appel d'offres prévu par la directive 92/50 sur la passation des marchés publics de services, dès lors que ce contrat a pour objet d'assurer la mise en oeuvre d'une mission de service public qui leur est commune et qui résulte de deux directives communautaires, l'obligation d'élimination des déchets (75/442/CEE) et la recherche d'un traitement des déchets dans une installation la plus proche possible (91/156/CEE).

Dans cette affaire, la Commission européenne contestait le contrat passé entre les services de voirie de la ville de Hambourg et quatre Landkreise voisins sans que ce contrat ait fait l'objet d'un appel d'offres.

La Cour dit que le contrat est l'aboutissement d'une démarche de coopération intercommunale ayant pour objet de permettre à la ville de Hambourg de construire et faire exploiter une installation de traitement de déchets dans les conditions économiques les plus favorables. Il prévoit, en outre, des modalités de rémunération et des engagements réciproques directement en rapport avec l'objet du service public. Le contrat est sans participation d'une partie privée. De ce fait, la condition de contrôle analogue à celui qu'exerceraient les quatre Landkreise sur leurs propres services est à mettre en rapport avec la coopération intercommunale et à l'objet du contrat. La Cour précise que "le droit communautaire n'impose nullement aux autorités publiques, pour assurer en commun leurs missions de service public, de recourir à une forme juridique particulière". De surcroît, dit la Cour, le contrat ne présente aucun élément montrant que les collectivités en cause auraient cherché à contourner les règles en matière de marché public.

Concernant cet arrêt, on pourra se reporter au compte rendu du séminaire CELSIG du 13 novembre 2008, en particulier à l'intervention du référendaire à la Cour (s'exprimant en son nom personnel. Document sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

♦ **Libertés d'établissement et de circulation des capitaux** : Dans des arrêts C-531/06 et C-171/07 (affaires jointes), la Cour dit que la santé publique figure parmi les raisons impérieuses d'intérêt général, qu'il est du ressort des Etats membres de décider du niveau de protection de la santé publique et que, en conséquence, l'autorité publique peut réserver la détention et l'exploitation d'une pharmacie aux seuls pharmaciens, même si cela constitue une restriction aux libertés d'établissement et de circulation des capitaux, d'autant plus lorsque des incertitudes subsistent quant à l'existence ou à l'importance des risques et qu'une surconsommation ou une utilisation incorrecte de médicaments peut entraîner un gaspillage de ressources financières susceptibles d'être consacrées aux soins de santé qui ne sont pas illimités.

Dans les affaires C-171/07 et 172/07, le Land de Sarre avait, en contradiction avec la loi allemande, donné l'autorisation d'exploiter une pharmacie à la société de droit néerlandais DocMorris NV, spécialisée dans la vente de médicaments par correspondance. Dans l'affaire C-531/06, la Commission européenne contestait la validité de la loi italienne qui, de surcroît, exclut qu'une entreprise de distribution de produits pharmaceutiques puisse prendre des participations dans des pharmacies communales.

of personal data. The consultation is open, on the basis of a White Paper, until 15 September 2009.

[http://ec.europa.eu/enterprise/ict/policy/standards/ict\\_index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/ict/policy/standards/ict_index_en.htm)

## Court of Justice

♦ **Cooperation between local authorities**: In a judgement C-480/06 passed on 9 June 2009, the Court held that a contract between local authorities does not require to undergo the formal tendering procedure as stipulated under the provisions of the Directive 92/50 on public procurement of services, as long as the contract in question is aimed to ensure the implementation of a public service mission which is common to all of them and which results from two EU directives i.e., the requirement for waste disposal (75/442/EEC) and seeking waste treatment using the nearest possible facility (91/156/EEC).

In this case, the European Commission challenged the contract between the cleansing department of the city of Hamburg and four of its neighbour Landkreise signed without calls for tender.

The Court further said that the contract is the culmination of an inter-municipal cooperation process whose goal is to enable the city of Hamburg construct and operate a waste treatment facility in the most favourable economic conditions. The contract, also provides for remuneration arrangements as well as reciprocal commitments directly related to the objective of a public service. The contract is free from the participation of any private party. As a result, conditions of control similar to those that which would be exercised by the four Landkreise on their own services should be linked with the inter-communal cooperation and to purpose of the contract. The Court states that "Community law does not require public authorities to use any particular legal form in order to carry out jointly their public service tasks." Moreover, the Court said, the contract does not present any evidence to effect that the communities involved were contriving to circumvent the rules on public procurement.

For more on this judgement one could refer to the minutes of the seminar organised by CELSIG on 13 November 2008, in particular the contribution by a Referendary Counsellor to the Court (speaking on his own behalf). At [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

♦ **Freedom of establishment and free movement of capital**: In judgements C-531/06 and C-171/07 (joined cases), the Court said that public health ranks foremost among the assets of general interests and that it is up to the Member States to determine the level of protection which they wish to afford to public health and the way in which that level is to be achieved, accordingly, the public authority can reserve the right to own and operate a pharmacy only to pharmacists, even though this constitutes a restriction to the freedom of establishment and movement of capital, more especially when there exists uncertainty as regards the real existence or the importance of risks and that excessive intake or improper use of medication can lead to a waste of financial resources which could otherwise be devoted to health care and which are not unlimited.

In judgements C-171/07 and 172/07, the Saarland had, in contradiction with German law, granted permission to the Dutch company DocMorris NV to operate a pharmacy, specialising in the sale of medication by correspondence. In judgement C-531/06, the European Commission challenged the validity of the Italian law which, moreover, does not allow a distribution company of pharmaceutical products to acquire stakes in companies operating municipal pharmacies.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : [celsig@celsig.org](mailto:celsig@celsig.org) [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.